



CERTIFICAT QUALIBAT « RGE »

NUMÉRO

E-E99189

VALABLE JUSQU'AU 17/06/2027

ÉDITÉ LE

03/06/2026

SITUATION ADMINISTRATIVE ET JURIDIQUE

Date de création : 01/04/2012

Forme juridique : SARL

Capital : 10 000

Registre du commerce ou répertoire des métiers :
RC DIJON 2012B00350

Siret : 750 734 360 00027

Code NACE : 4322B

Numéro caisse de congés payés : 21 8993

Assurance Responsabilité Travaux :

SMABTP C71544 F/ 1244.000 / 557793

Assurance Responsabilité Civile :

SMABTP C71544 F/ 1244.000 / 557793

Situation fiscale et sociale : A jour au 30/04/2026

Raison sociale : LGC HABITAT

1 RUE DES HERBIOTTES
21160 MARSANNAY-LA-COTE

Téléphone : 03 80 74 86 41

Portable : 07 77 00 01 19

Site Internet : <http://www.grlgc.fr>

E-mail : contact@groupeigc.fr

Responsabilité légale :

AUBRY NICOLAS CO-GÉRANT / LASTELLA PHILIPPE CO-GÉRANT

Fax : 03 80 74 88 53

Effectif moyen : 14

Tranche de classification : EFF2B

QUALIFICATION PROFESSIONNELLE

Code	Qualification(s) en cours de validité	* Date d'attribution
5112	Installation de plomberie sanitaire dans tout type de bâtiment supérieur à 1000 m ² sans surpresseur Mention RGE	22/05/2026
5213	Installation de chauffage avec chaudière gaz/fuel en habitat individuel, collectif et tertiaire supérieur à 1000 m ² Mention RGE	03/06/2024
5312	Installation de vmc en habitat individuel, collectif et tertiaire supérieur à 1000 m ² Mention RGE	03/06/2024

Catégories de travaux RGE couvertes

Catégories	Date d'attribution
o Chaudières à haute performance énergétique ou à micro-cogénération gaz	01/01/2021
o Radiateurs électriques, dont régulation.	01/01/2021
o Ventilation mécanique	01/01/2021

* ou du plus récent renouvellement

**LE PRÉSIDENT
DE QUALIBAT**

Gérard SÉNIOR

**SIGNATURE
DU TITULAIRE**



La (ou les) qualification(s) « RGE » atteste(nt) de la conformité aux exigences applicables à la « Reconnaissance Garant de l'Environnement », suivant le « référentiel pour l'attribution et le suivi d'une qualification professionnelle d'entreprise et la délivrance du certificat », ainsi que les éventuelles exigences complémentaires et/ou particulières associées aux qualifications ci-dessus, en vigueur à la date de la demande.